

UDC 930.85 (4—12)

YU ISSN 0350—7653

ACADEMIE SERBE DES SCIENCES ET DES ARTS

COMITE INTERACADEMIQUE DE BALKANOLOGIE
DU CONSEIL DES ACADEMIES DES SCIENCES ET DES ARTS
DE LA R.S.F.Y.
INSTITUT DES ETUDES BALKANIQUES

BALCANICA

ANNUAIRE DE L'INSTITUT DES ETUDES BALKANIQUES

XVIII—XIX



BELGRADE
1987—1988

BALCANICA XVIII—XIX, Београд 1987—1988, 9—453.



Milan VANKU
Université de Priština
Faculté de philosophie

LA DIPLOMATIE DE L'ENTENTE BALKANIQUE AU TEMPS DE LA CRISE DE LA TCHECHOSLOVAQUIE

Il n'y a pas de doute que l'année 1938 présente un ensemble d'événements dans les rapports internationaux qui ont conduit à la deuxième guerre mondiale qui aboutit à la modification de la carte du monde et à la formation de nouveaux Etats indépendants. Nous allons porter notre attention aux deux grands événements de l'année 1938, c'est-à-dire à l'annexion de l'Autriche et à l'accord de Munich, dans lesquelles la diplomatie de l'Entente Balkanique avait un rôle évident. C'était parce que les deux membres de l'Entente Balkanique, près de la Turquie et de la Grèce, la Yougoslavie et la Roumanie, faisaient partie de l'alliance de la Petite Entente, qui collaborait avec l'Entente Balkanique.

Au mois de janvier de 1938, le premier ministre yougoslave et ministre des affaires étrangères dr Milan Stojadinović a visité l'Allemagne dans le but d'assurer l'existence de la Yougoslavie et le Roumanie dans un futur conflit de guerre. Avant de partir en Allemagne, Stojadinović avait des consultations avec le ministre des affaires étrangères roumain Istrate Micescu à Belgrade, le 11 janvier 1938. A ce propos Stojadinović a mis en relief au ministre roumain que «la Yougoslavie ne serait plus un instrument de l'avant-garde de France. Les deux Pays alliés, étant amis sincères, devraient être unis et laisser l'impression d'une puissance qui éviterait de prendre partie à un conflit futur, à savoir: s'assurer la neutralité dont ils avaient besoin tous les deux». Quant à la situation dans l'Entente Balkanique, Stojadinović a déclaré sans réserve que le deux Pays continuaient à aller la main dans la main.¹

¹ AD MAE București, F. 71, Dos. speciale, Vol. 300, p. 76—80, Istrate Micescu de la Geneva, Externe București, Pentru M. S. Regele și Dl. Președinte al Consiliului, No. 6 din 17 ianuarie 1938.

Stojadinović a rencontré Hitler à Berlin le 17 janvier 1938. A cette occasion il a fait la déclaration que «le Royaume de Yougoslavie n'appartiendra à aucun bloc, ainsi qu'il n'assumera aucun engagement contre l'Allemagne. Il a exprimé sa pleine satisfaction au sujet du point de vue de l'Allemagne par rapport au Sudest Européen. Quant à l'Autriche, il a déclaré à Hitler que «la Yougoslavie regarde le problème d'Autriche comme une question purement intérieure du peuple allemand, tandis qu'il considère le problème des Habsbourg de la même façon que l'Allemagne».²

Au peu de temps après la visite de Stojadinović, l'Allemagne a réalisé l'invasion de l'Autriche connue le nom d'«opération Otto». Le 12 mars 1938, les troupes d'invasion nazies sont entrées en Autriche en l'occupant. L'annexion a été effectuée. L'Autriche est devenue une partie du troisième Reich allemand. Les grandes puissances démocratiques, la France et la Grande Bretagne, n'ont rien enterpris à ce propos, ainsi que l'alliance de la Petite Entente. Goering assurait le gouvernement tchécoslovaque que l'Allemagne n'avait aucune intention hostile par rapport à la Tchécoslovaquie. En se conformant à la réponse de Londres et de Paris, le gouvernement tchécoslovaque considérait qu'elle ne devait rien entreprendre. Le gouvernement roumain a déclaré conserver l'attitude de paix au sujet des événements en Autriche, en ajoutant de n'avoir jamais considéré le problème d'annexion comme un problème local, mais comme une question européenne dépendant en principe de l'attitude des grandes puissances. Ce point de vue était constamment accepté dans le cadre de la Petite Entente, conformément à l'attitude de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie, qui en étaient directement intéressées, étant limitrophes à l'Autriche.³

L'annexion effectuée, le ministre yougoslave à Ankara Branko Adžemović a informé Stojadinović sur l'attitude de la Turquie, alliée de l'Entente Balkanique. «Rujdi Aras considère que l'annexion est un acte accompli — écrit Adžemović — mais les conséquences ne peuvent être prévues. L'Allemagne restera pacifique encore une année, tandis que son attitude ultérieure dépendra de celle de la Pologne. En tout cas, c'était un avertissement aux Etats balkaniques, ce qui devra présenter le sujet de la réunion future du Pacte Balkanique à Bucarest. L'inéquilibre de la Russie présentait un grand défaut pour la préservation de l'équilibre européen. Certains personnages proches d'Atatürk consi-

² A SFRJ Beograd, F. A-I-MSA, F-24 — Lične beleške Aleksandra Cincar-Markovića za arhivu Dr. Stojadinovića. Prijem Predsednika vlade g. Dr. Stojadinovića kod Kancelara Rajha g. Hitlera 17 januara 1938. godine; DGFP, Serija D, Vol. II, p. 222—229; Milan Stojadinović, *Ni rat ni pakt — Jugoslavija između dva rata*, Buenos Aires 1963, 497—503.

³ AD MAE București, F. 71, Dôs. speciale, Vol. 300, p. 124 — Circulară către toate legațiunile, telegramă cifrată No 15645 din 16 martie 1938, semant Comnen.

déraient l'annexion comme une étape du *Drang nach Osten* allemand, ce qui suscitait l'inquiétude. Galli, le ministre italien à Ankara, a déclaré franchement que l'Italie avait accepté l'annexion, effectuée à son gré. Le ministre hongrois a dit en confiance que l'annexion présentait un espoir pour la Hongrie.⁴

Le ministre des affaires étrangères turc Aras était un bon visionnaire. Il avait prévu précisément le développements des événements internationaux. Mais, malheureusement, personne ne voulait l'écouter, ni les grandes puissances occidentales ni les alliés de la Petite Entente et de l'Entente Balkanique. Les avertissements de Aras a ses alliées se présentaient à leurs yeux comme des illusions, qui se sont pourtant manifestées plus tard comme fondée. Après quelques jours, Adžemović a informé le gouvernement Yougoslave que le ministre des affaires étrangères turc avait exprimé le désir du gouvernement turc aux ministres roumain, grec et yougoslave à Ankara «qu'il serait bien que les gouvernements de l'Entente Balkanique abolissent en commun leurs légations à Vienne an les transformant en consulates, ce qui serait une solidarité balkanique». Cependant, les alliées de l'Entente Balkanique, la Grèce et la Roumanie, ne se sont pas conformées à la proposition du ministre des affaires étrangères turc.⁵

Après l'Autriche, c'était la Tchécoslovaquie qui attendait son tour, ce qui a été prévu de part Hitler à la conférence du 5 novembre 1937. L'annexion de la Tchécoslovaquie présentait le deuxième pas à la réalisation du programme des nazis au but d'assurer le futur de l'Allemagne. A peu de temps après l'annexion de l'Autriche, les plans d'attaquer la Tchécoslovaquie on été préparés. En collaboration avec Keitel, Hitler a disuté, le 22 avril, le plan d'opération contre la Tchécoslovaquie, nommé «opération Grün». Keitel a informé Hitler que les plans de l'opération «Grün» seraient prêts à être effectués à tous les genres de l'armée au plus tard le premier octobre 1938.⁶ La Tchécoslovaquie et ses alliés pouvaient se convaincre que les garanties offeres au mois de mars 1938 ne valaient rien.

Le ministre roumain à Ankara Filoti a informé son gouvernement le 30 avril 1938 sur les médiation du ministre des affaires étrangères Rujdi Aras à propos la crise tchécoslovaque. «Le motif principal de l'inquiédide rest encore le problème de la Tchécoslovaquie. Teftik Rujdi Aras croit que la donation d'une large autonomie administrative à la minorité allemande

⁴ DA SSIP Beograd, E. AP, F. 29, dos. IX, — B, Adžemović iz Ankare Ministarstvu inostranih poslova Beograd, šifr. tel. str. pov. br. 43 od 13 marta 1938.

⁵ DA SSIP Beograd, F. AP, F. 29, dos. VIII — B, Adžemović iz Ankare Ministarstvu inostranih poslova Beograd, šifr. tel. str. pov. br. 47 od 16 marta 1938.

⁶ DGFP, Serija D, Vol. II, p. 299—303.

pourrait rendre satisfait le Reich seulement pour un moment, mais qu'elle n'éliminerait pas une intervention de sa part et le danger d'une conflagration. L'attitude de la Pologne aggrave la situation».⁷ Quelques jours plus tard, le ministre des affaires étrangères turc discutait avec le ministre roumain à Ankara, le 11 mai 1938, avant que celui-là fût parti à Belgrade, en exprimant son opinion qu'un lent morcellment de la Tchécoslovaquie serait fatal pour les Tchèques. Il a exprimé aussi son opinion que les Tchèques pourraient se mettre d'accord avec la Slovaquie et la Hongrie dans le but de créer une union qui, en formant un bloc de 20 millions, joint à l'Entente Balkanique, serait un facteur important en Europe Centrale. «Pour pouvoir former un bloc semblable, il faut avoir bien d'élasticité et de volonté de la part des Tchèques que de celle des Hongrois, ce qui présente une affaire difficile mais pas plus impossible à effectuer, ayant en vue la nécessité force la résistance bien des fois» — dit le ministre des affaires étrangères turc Teftik Rujdi Aras.⁸

En passant à travers la Yougoslavie, le ministre des affaires étrangères roumain Commen a donné, le 18 mai 1938, des instructions au représentant roumain à Belgrade Cadereu de transmettre sa conservation sur la problème tchécoslovaque avec le ministre des affaires étrangères français Georges Bonnet. «Le dr Bonnet a demandé si la Roumanie était disposée à intervenir en faveur de la Tchécoslovaquie au cas d'une attaque allemande. Monsieur Commen a répondu que la Roumanie fait partie intégrante d'une alliance, ce qui l'empêche de prendre des attitudes qui ne seraient pas conformées à celles de ses alliées. Il est évident que la Pologne, au moment présent, ne serait pas favorable à une intervention de la Roumanie en faveur de la Tchécoslovaquie. Il est vraisemblable que l'Entente Balkanique ne regarderait pas avec sympathie une intervention semblable».⁹

La crise de printemps de la Tchécoslovaquie s'est terminée en paix, ainsi que celle d'été. Au commencement du mois de septembre 1938, la crise de la Tchécoslovaquie entre à la phase d'automne qui s'est terminée par l'amputation d'une partie du territoire tchécoslovaque grâce à l'accord de Munich, signé par les grandes puissances, la Grande Bretagne, la France, l'Italie et l'Allemagne, le 29—30 septembre 1938.¹⁰

⁷ AD MAE București, F. 71, Dos. speciale, Vol. 9, p. 235—238, *Legatiunea română la Atena*, Externe București, tel. cifrată No. 828 din 30 aprilie 1938, semnat Filoti.

⁸ AD MAE București, F. 71, Dos. speciale, Vol. 300, p. 360, *Legatiunea română la Ancara*, Externe București, Excelenței sale Domnului N. P. Commen, Ministrul Afacerilor Străine București, scrisoare nr. 28830 din 11 mai 1938.

⁹ AD MAE București, F. 71, Dos. speciale, Vol. 300, p. 391—393, *Legatiunea română din Beograd*, Instrucțiunile primite de la Commen in ziua de 18 mai 1938, No. 1593/2.

¹⁰ Milan Vanku, *Mala Antanta 1920—1938*, Titovo Užice 1969, 299—301.

Encore au commencement du mois, tous les yeux étaient dirigés vers Nürenberg, où avait lieu l'assemblée des nazis du 6 au 12 septembre, d'où on attendait si Hitler se déciderait pour la guerre ou pour la paix.

A la réunion de la Société des Nations à Genève, le 12—30 septembre 1938, s'est trouvé un grand nombre de diplomates, en premier lieu de ministres des affaires étrangères, qui discuté et négocié au sujet des problèmes des Sudètes, de celui du secours à la Tchécoslovaquie, puis de celui de la paix ou de la guerre etc. La diplomatie roumaine était très engagée. Le ministre des affaires étrangères roumain Patrescu-Comnen avait eu beaucoup de conversations avec les diplomates intéressés à la transition des troupes soviétiques à le territoire roumain allant au secours de la Tchécoslovaquie au cas d'une attaque allemande contre ce Pays. Comnen en a eu une conversation, le 12 septembre 1938, avec le ministre des affaires étrangères français Georges Bonnet, ainsi qu'avec le ministre des affaires étrangères soviétique Maxime Litvinov. Le jour suivant, le 13 septembre, Comnen a parlé du même problème avec le ministre des affaires étrangères turc Rujdi Aras et avec le chef de la délégation yougoslave à la Société des Nations.¹¹

A la fin de septembre 1938 a eu lieu une grande activité de Moscou à Londres et de Varsovie à Ankara. On ne savait pas encore quel parti prendre si une guerre éclate et quelle dimension aura-t-elle. Aucun de ces pays n'était encore préparé pour la guerre. Les démocraties occidentales cherchaient une possibilité de résoudre le conflit sudète aussi au détriment de la Tchécoslovaquie. Les petites Etats craignaient la guerre de ne pas s'ingérer au conflit des grands puissances. La diplomatie de l'Entente Balkanique, surtout celles de Roumanie et de Yougoslavie, opérait dans le sens que la Hongrie n'entrasse pas dans le jeu du conflit tchécoslovaquo-allemand, ce qui obligerait ces deux Etats à l'immédiate intervention armée conformément à l'accord de l'alliance de Petite Entente.¹² La conférence des grandes puissances a résolu le problème sudète en donnant la satisfaction à l'Allemagne. La Petite Entente a cessé d'exister.

Cette fois aussi Hitler n'était pas content d'avoir reçu une partie du territoire tchécoslovaque sans faire la guerre. Les affirmations des nazis de n'avoir pas d'autres prétentions sur le territoire d'autrui ne duraient plus longtemps. Les prévisions du ministre des affaires étrangères turc Rujdi Aras, du moins mars 1938, se sont accomplies déjà le 15 mars 1939, quand l'Allemagne avait occupé la Tchécoslovaquie, cette fois-ci aucune

¹¹ AD MAE București, F. 71, Dos. speciale, Vol. 302, p. 384, Ministru Comnen de la Geneva, Externe București, tel. descifrată No. 13 din 13 septembrie 1938.

¹² Milan Vanku, *Jugoslovensko-rumunska diplomatija uoči Minhenskog sporazuma*, Balcanica XV, Beograd 1984, 209—228.

approbation, tandis que les grandes puissances, la France, et la Grande Bretagne, avaient oublié leurs garanties offertes à la Tchécoslovaquie. Peu de mois après cela, le premier septembre 1939, est comencée la deuxième guerre mondiale. A présent Hitler avait la possibilité de fair la guerre ayant à sa disposition assez de matières premières de matériaux de guerre trouvés en Tchécoslovaquie.

ABREVIATIONS

AD MAE	— Arhiva diplomatică a Ministerului Afacerilor Externe
A SFRJ	— Arhiv Socijalističke Federativne Republike Jugoslavije
DA SSIP	— Diplomatski arhiv Saveznog sekretarijata za inostrane poslove
F. A-I-MS-A	— Fond Milana Stojadinovića
F. AP	— Fond Ankarskog poslanstva
DGFP	— Documents on German Foreign Policy
F	— Fond
p.	— page

ДИПЛОМАТИЈА БАЛКАНСКОГ СПОРАЗУМА У ВРЕМЕ КРИЗЕ ЧЕХОСЛОВАЧКЕ

Резиме

На иницијативу савеза Мале Антанте, чије су чланице биле Чехословачка, Румунија и Југославија, створен је Балкански споразум који је био закључен 9 фебруара 1934 године у Атини између Турске, Грчке, Румуније и Југославије. Он је био као и Мала Антанта, одбрамбеног карактера, за борбу против реваншистичких и ревизионистичких држава. Његов рад се углавном одвијао на Балкану, а одржавао је најсрдачније односе са савезом Мале Антанте и другим демократским државама. У седишту Друштва народа у Женеви често је заседао заједно са савезом Мале Антанте да би ускладили гледишта у светској организацији. С обзиром на његов карактер у одржавању status quo-a на Балкану и у Европи, против ревизионизма и реваншизма, његове акције у светској организацији увек су ишле заједно са акцијама савеза Мале Антанте, што је представљало велики допринос миру на Балкану и у Европи.

Нема сумње да је година 1938. представљала скуп великих догађаја у међународним односима који су само годину дана касније, 1939. године, довели до почетка другог светског рата, који је после многобројних разарања материјалних добара и огромног броја људских жртава, довео до слома фашизма и промене карте света стварањем нових независних држава. Наша је намера да укажемо на ставове какве је заузела дипломатија Балканског споразума 1938. године према кризи Чехословачке.